

La « crise » migratoire : l'effet boomerang

Lucile Daumas (CADTM Maroc)

<http://cadtm.org/La-crise-migratoire-l-effet>, 7 sept. 2015

Aggraver les inégalités, piller les ressources du tiers-monde, refuser de prendre des mesures pour stopper le réchauffement climatique, déstabiliser toute la région du Moyen-Orient, multiplier les guerres et les conflits, tout cela a un coût que paient depuis des décennies les populations, et tout particulièrement celles du Sud. En nombre de morts, de déplacés, d'affamés, de désespérés. Et cela met des populations sur les routes, à la recherche simplement d'un endroit où survivre. Massivement, puisque l'UNHCR (l'Agence des Nations unies pour les réfugiés) estime à 50 millions le nombre de réfugiés dans le monde.

La plupart du temps, cette route de l'exode s'arrête à la région voisine, au sein du même pays, ou au territoire du pays voisin. C'est ce qui s'est passé lors de la crise du Rwanda ou de la RDC, c'est ce qui se passe en ce moment avec la guerre qui ravage la Syrie.

Pour ne prendre que ce dernier exemple, le nombre de réfugiés est aujourd'hui estimé à environ 4 millions (sur une population totale de 20 millions, 1/5 de la population !) Et plus de la moitié est accueillie dans les pays de la région : Turquie, 2 millions (pour une population totale de 75 millions) ; Liban, 1,1 million (sur une population de 5,8 millions), Jordanie, 500 000. Aux réfugiés syriens proprement dit, il faut ajouter les réfugiés que la Syrie avait accueilli au cours des décennies précédentes : Palestiniens - installés de longue date dans ce pays, ainsi qu'au Liban et en Jordanie et Irakiens - rappelons que la Syrie avait accueilli, après la chute de Saddam Hussein 1,5 million de réfugiés.

L'Europe, les États-Unis devaient bien savoir qu'un tel exode était inévitable. En envahissant l'Irak, en déstabilisant toute la région, en jouant les apprentis-sorciers avec les mouvements islamistes, pensaient-ils vraiment être à l'abri de toute répercussion ? Certes, ils subissent de loin en loin quelques attentats terroristes, amplement médiatisés. Mais qu'est-ce que cela représente par rapport à ce que vivent les populations des pays arabes, devant affronter au quotidien l'obscurantisme ? Pendant des années, ils ont laissé les pays limitrophes se dépatouiller avec ce problème, continuant à lever toutes sortes de barrières tout autour de l'Europe, renforçant de jour en jour le caractère militaire du mécanisme de défense des frontières européennes, appelé Frontex, et sommant les pays limitrophes de l'Union, qualifiés de bons voisins, de relayer la surveillance des frontières européennes, au mépris du respect des droits humains et au mépris de la Convention de Genève et du droit d'asile.

Cela fait des années que la Méditerranée s'est transformée en véritable cimetière humain sans que cela n'émeuve les responsables européens qui continuaient leur politique de blindage du bunker européen. Il aura fallu donc l'arrivée massive de réfugiés sur le territoire européen, venant notamment de Syrie, pour que les gouvernements réagissent et nous livrent, le cœur sur la main, des discours lénifiants sur les principes du droit d'asile et la nécessité d'un accueil humain des réfugiés. Qu'en sera-t-il exactement ? Les prochains jours, les prochaines semaines nous le diront. Mais ce n'est pas l'établissement de quotas par pays, ce n'est pas le tri entre migrants réfugiés et migrants économiques qui apporteront des solutions durables à cet exode massif de populations ne pouvant plus vivre dans leurs pays.

Preuve en est que de nouveaux fronts de migration sont en train de s'ouvrir. Ainsi, face à la crise, les Grecs sont aussi de plus en plus nombreux à chercher un emploi hors de leur

pays. Pas moins de 300 000 se sont exilés depuis les sept dernières années, portant à près de 6 millions la population grecque émigrée. Les Espagnols eux aussi ont repris la route de la migration, au Maroc, dans les pays d'Amérique latine ou ailleurs.

Nul doute : ni les murs, ni les armes ne permettront de résoudre ce que les médias appellent la crise migratoire. Car elle n'est que l'effet boomerang des politiques néolibérales imposées depuis des décennies aux peuples du monde. Cet effet, les populations du Sud le connaissent bien, mais voilà, il s'invite aujourd'hui au cœur de l'Europe, qui tout d'un coup se rend compte qu'il n'est pas si facile d'accueillir des réfugiés.

Les solutions de fond, elles résident donc dans l'arrêt des ventes d'armes à des bandes armées de tout acabit, l'arrêt du soutien à des régimes comme celui de l'Arabie saoudite qui après avoir fomenté la création de l'État islamique se voit confier la tâche de son éradication.

Elles résident dans la fin du pillage des ressources des pays du Sud et des confrontations armées qui n'ont d'autre but que de permettre l'intervention militaire des pays occidentaux.

Elles résident dans l'annulation du système de la dette qui ne fonctionne aujourd'hui que comme mécanisme de pompage des richesses des peuples au bénéfice des banques.

Elles résident dans la dénonciation des accords de libre-échange qui, eux aussi, bafouent la souveraineté des peuples et renforcent le pillage des richesses du Sud au bénéfice des banques et des multinationales du Nord.

Et en attendant, l'urgence est dans le respect des droits et des conventions relatifs à la migration et à l'asile, la mise en place de mécanismes d'accueil et d'insertion permettant d'instaurer des rapports d'humanité et de respect de la dignité.